

**FRANÇOIS BAYROU**  
**MEETING DE LYON**  
**16 AVRIL 2007**

"Comment douter, en vous voyant, de la réalité de la profondeur et de la force de la vague du changement qui s'est formée en France qui va trouver, le 22 avril, son premier acte et, le 6 mai, son aboutissement ? Comment douter, à voir cet immense Palais des Sports rempli par tant d'amitié, tant de chaleur et, ce n'est pas un jeu de mots, tant d'affection et tant d'engagement, que ce que nous sommes en train d'apporter à la vie politique française est sans précédent et, à coup sûr, rien ne l'arrêtera ?

Je veux vous dire merci pour votre présence si nombreuse.

Je veux vous demander de saluer les personnalités qui m'ont accompagné. J'espère ne pas en oublier : Gilles Artigues, député de la Loire, Thierry Cornillet, député européen, Azouz Begag dont je prononce le nom avec une particulière amitié, parce que c'est un homme que j'estime pour son intelligence, son courage et son engagement. Nous avons encore, parmi nous, député européen et chef d'orchestre, Claire Gibault, députée européenne et ô combien chef d'orchestre de tous nos orchestres, Marielle de Sarnez, venue nous rejoindre, représentant au milieu de nous l'exigence de l'écologie, Corine Lepage, député de Lyon, ancienne présidente de la région Rhône-Alpes, Anne-Marie Comparini, député européen, connu de tous les Français, Jean-Marie Cavada, mon ami, mon frère de tous les combats depuis maintenant plus d'une décennie, président du Conseil général du Rhône, accessoirement trésorier de la campagne électorale, Michel Mercier qui nous a accueillis, sénatrice du Rhône, Muguette Dini, député de la Loire, François Rochebloine, quelqu'un dont la présence, l'engagement et la volonté ont marqué notre famille politique et un peu ma vie -lui aussi est un de mes frères de combat- Bernard Bosson, sénateur de haute Savoie, Jean-Paul Amoudry et, enfin, présidente nationale des élus démocrates, sénatrice du Loir-et-Cher, Jacqueline Gourault.

C'est une équipe que nous formons, une équipe dense, solide et d'expérience, de femme et d'hommes qui n'ont jamais craint le combat et d'affronter, y compris dans l'adversité, des situations exigeantes. Nous avons, ensemble, travaillé ces cinq années. Pour moi, ils sont précieux, comme le sont ceux venus nous rejoindre, venus d'autres familles politiques, venus de la gauche du gouvernement, venus de la droite républicaine. J'étais, hier, avec François Goulard, ministre de la Recherche de l'actuel gouvernement et maire de Vannes. J'étais heureux de le visiter dans sa ville.

C'est une équipe expérimentée qui a les épaules pour gouverner. Je suis heureux qu'ils soient autour de moi et j'ai bien l'intention, que, ensemble, nous renouvelions la vie politique française.

Je veux vous dire ceci : l'élection de 2007 ne ressemble à aucune élection précédente. Elle achève un cycle et va en ouvrir un autre. Ce cycle politique s'achève et ce nouveau cycle va s'ouvrir dans un moment où la crise de notre pays est une crise, à mes yeux, sans précédents.

Je veux m'arrêter une seconde avec vous sur la profondeur, la gravité, le niveau d'exigence que cette crise va exiger de nous.

Voyez-vous, nous sommes un grand pays, nous sommes un vieux pays : la France. Nous sommes un pays qui a traversé beaucoup de gloire, beaucoup de rayonnement et pas mal d'épreuves. Nous avons rencontré toute sorte d'épreuves, de crises, de menaces, de nuages noirs. Nous avons rencontré des crises historiques. C'est le moment d'après-guerre où la libération de la France avait, hélas, laissé le pays exsangue physiquement et profondément blessé moralement.

Je dis cela à Lyon sachant, en effet, quelle profondeur de sacrifices et quel niveau de blessures cette ville et cette région avaient rencontrés à l'époque. Lyon, capitale de la résistance... Chaque fois que je viens à Lyon, je pense à un jeune homme qui, le 27 juillet 1944, avait à peine vingt-quatre ans. C'était un jeune homme brillant, un jeune philosophe prometteur, estimé de tous, qui était engagé dans les mouvements étudiants, notamment dans les mouvements étudiants chrétiens, et qui avait jugé de son devoir d'aller au-delà de cet engagement intellectuel pour entrer dans la résistance. Il a été fusillé comme otage, place Bellecour, à

Lyon, le 1<sup>er</sup> juillet. Etant dans sa ville, j'aime à penser que, la réunion magnifique que nous avons ce soir, nous devons la placer sous son patronage et dans sa mémoire. Il s'appelait Gilbert Dru.

Je veux dire ceci, singulièrement aux plus jeunes, si nombreux ce soir dans cette salle, aux étudiants, si nombreux dans cette salle, aux jeunes travailleurs, si nombreux dans cette salle : il n'y a de combats qui valent que ceux de résistance. Il n'y a de combats qui valent que ceux qui refusent l'ordre établi, quand cet ordre est injuste. Il n'y a de combats qui valent que ceux qui veulent changer le monde et non prendre le monde comme il est et défendre perpétuellement les acquis et les privilèges.

Nous sommes là, parce que nous voulons changer le monde et changer la France.

Il y a eu la crise historique de la résistance, la crise physique et morale d'un pays blessé, déchiré, qui, pendant longtemps, n'osera pas vraiment regarder en face sa blessure.

Puis, il y a eu cette immense crise de 1958-1962, la crise de la décolonisation où tant et tant de millions de Français avaient mis le meilleur d'eux-mêmes et tant et tant d'autres millions de personnes avaient eu le sentiment qu'il y avait là une injustice historique et que nous allions rencontrer d'immenses difficultés pour sortir de cette crise.

Je pense aux deux parties du peuple français de cette époque. Je pense à tous ceux qui ont eu à souffrir, dans leur vie, dans leur chair, dans leur affection, dans leur famille, de ce soubresaut-là et qui sont présents à notre esprit, raison pour laquelle je ne laisserai jamais le racisme avancer dans notre pays.

Je ne laisserai jamais oublier ce que furent les sacrifices de ceux qui ont cru en la France et ne laisserai jamais oublier ce que furent les souffrances de ceux qui voulaient libérer leur peuple et lui rendre leur liberté.

C'est comme cela, les deux ont participé à cette immense crise et il y a eu la reconstruction du pays et de nouveau des crises économiques et des crises sociales. On a eu une grande crise en 1968. C'était une crise, je ne sais pas s'il faut dire sociale ou sociétale, en tout cas, c'était la société française qui, dans un mouvement de mobilisation et de soubresaut, a fait que des aspirations, jusque-là ignorées, une volonté d'émancipation jusque-là qui n'était pas entendue ont émergées et ont fait que, tout d'un coup, la France a accouché d'une société nouvelle, non sans difficultés.

On a eu une crise sociale et, très vite après, est venue, dès le début des années soixante-dix, une immense crise économique liée au pétrole, aux difficultés qui ont suivi la guerre des sept jours et à la multiplication totalement inattendue du prix des matières premières.

On a eu une immense crise économique. On a eu une crise politique, larvée durant toute cette fin des années soixante-dix. On a eu une alternance. On a eu toutes ces crises-là, mais on n'a jamais eu toutes les crises en même temps. C'est la première fois, depuis longtemps dans notre histoire, que nous rencontrons toutes les crises de la France en même temps : crise économique, crise sociale, crise sociétale, crispation du pays, interrogation sur ses valeurs, interrogation de chaque famille sur l'emploi, interrogation des familles sur l'éducation des enfants. Tant et tant de Français vivent avec 600, 700, 800 € par mois et n'arrivent pas à la fin du mois et les classes moyennes, qui, jusqu'alors, avaient pu, normalement, obtenir un niveau de vie de qualité, tout d'un coup, se sont vues en difficulté pour simplement maintenir ce niveau de vie. Hier, ils faisaient des économies ; aujourd'hui, ils ont du mal à arriver à la fin du mois.

Toutes ces crises-là nous les connaissons en même temps et voilà dans quel contexte intervient cette élection présidentielle, après vingt-cinq années d'un système où les mêmes partis, les mêmes équipes, les mêmes appareils ont été au pouvoir simultanément ou en alternance. On a connu huit fois le passage de l'un à l'autre. On a connu, depuis 2002, une situation dans laquelle le même parti avait tous les pouvoirs sans exception, plus qu'aucun mouvement politique n'en a détenu en même temps depuis que la République existe et, ce que nous sommes obligés aujourd'hui de toucher du doigt, c'est l'échec et l'immobilisme dans lequel notre pays est plongé. C'est à cet échec et à cet immobilisme-là que nous allons devoir apporter une réponse et, face à cette immense crise, il y a trois candidats, au fond, qui peuvent être élus président de la République, le 6 mai prochain. Chacun vient avec son projet et chacun vient avec son idée de majorité pour porter ce projet.

Je voudrais vous dire un mot des projets et vous dire aussi un mot de cette majorité nouvelle que nous portons et défendons devant les Français.

Chacun vient avec son projet... J'ai un peu de mal à parler du projet de Ségolène Royal. Je vais le faire, cependant, devant vous, en quelques mots. J'ai trouvé que Ségolène Royal avait une

expression mesurée dans une interview du Journal du dimanche, hier. Elle a écrit : "*Mon élection sera un événement planétaire*". Je cite exactement son expression.

*(Sifflement dans la salle...)*

Non, vous n'allez pas commencer à siffler... J'ai trouvé cette expression mesurée, modérée.

Alors, je voudrais, maintenant, en venir au fond. J'ai trouvé que Ségolène Royal avait une démarche... comment dire... tango argentin. Très souvent, pendant cette campagne, elle a avancé des idées, elle en a retiré, elle a fait un pas en avant, un pas en arrière et cela m'a donné une impression d'incertitude. J'imagine que c'est pareil pour vous, mais il y a une chose que j'ai trouvée intéressante, pendant cette campagne, en tout cas, que j'ai trouvée qui méritait que l'on y réfléchisse. En fait, sur tous les grands sujets que Ségolène Royal a abordés pendant cette campagne, elle a eu une seule démarche : faire appel, pour tous les sujets, à la toute-puissance de l'Etat. Elle a proposé, pour les problèmes de la petite enfance, la création d'un service public de la petite enfance. Elle a proposé, face aux difficultés que nous pouvions rencontrer, un service public de la caution. Elle a proposé un service public de l'orientation.

En tout, elle a proposé, je crois, cinq services publics nouveaux. Je veux dire, sur ce point, que, dans notre pays, en 2007, avec les difficultés énormes que nous traversons, avec l'état du déficit et de la dette, avec l'immense problème que l'Etat rencontre devant lui pour se moderniser et se réformer, je ne crois pas qu'il soit juste ni qu'il soit sage ni qu'il soit intellectuellement défendable de passer son temps à raconter que c'est l'Etat qui va résoudre nos problèmes à notre place.

Cela n'est pas vrai. C'est un leurre et c'est un faux-semblant. Si nous avons quelque chose à faire, c'est, au contraire, de restaurer l'Etat dans les actions qu'il a tellement de mal à assumer aujourd'hui, choisir ses priorités et non pas les disperser, rééquilibrer ses finances et non pas les ruiner, faire en sorte que l'Etat fasse son travail et, en face de lui, bâtir une société civile, bâtir une société française dont tous les aspects, toutes les communautés, les entreprises et les associations, pourront jouer, en pleine légitimité, le rôle que nous attendons d'eux.

Je trouve qu'il y a, dans ce projet, une régression vers un socialisme qui était celui du début des années quatre-vingt qui a échoué au début des années quatre-vingt et qui n'a aucune chance de réussir en 2007 et dont aucun pays ailleurs en Europe ne veut.

Je dois enfin et je m'arrêterai là, avouer mon scepticisme sur l'idée dont Ségolène Royal a été passionnée qui est celle de croire que l'on va résoudre les problèmes de la société française, les problèmes des familles, les problèmes de l'emploi, les problèmes de l'éducation en offrant un drapeau à chaque famille française pour qu'on l'accroche, le 14 juillet, au balcon.

Il se trouve que j'aime la France et vous aussi. Il se trouve que j'aime passionnément notre pays, que j'aime sa langue et que j'aime son identité, mais je sais, depuis longtemps, et même depuis qu'un très grand philosophe à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui s'appelait Renan, a donné, sur ce sujet, une conférence qui a désormais marqué l'ensemble du monde philosophique et intellectuel, que, la vraie identité de la France, ce sont ses valeurs. La vraie identité de la France, c'est la République. La vraie identité de la France, c'est : Liberté, Egalité, Fraternité. La vraie identité de la France, c'est l'adhésion que nous avons consentie, chacun d'entre nous, en devenant enfants de la République et je ne confonds pas la vraie identité de la France avec les signes extérieurs de cette identité. Je les honore, je les respecte, mais je ne confonds pas l'un avec l'autre.

Je ne crois pas à la société du tout Etat et je ne crois pas non plus à la société que Nicolas Sarkozy présente devant nous, jour après jour, presque heure après heure qui est une société qui se caractérise, en tout cas, par sa dureté, une société dans laquelle ceux favorisés par la naissance ou par la situation ont toutes latitude de transmettre aux générations qui viennent, qu'elles aient du mérite ou pas, les fortunes acquises, une société dans laquelle le bouclier fiscal est décidé pour exonérer les plus riches d'un certain nombre de contributions fiscales dont on va laisser la charge aux classes moyennes.

Eh bien, je ne trouve pas que ce soit juste. Je n'aime pas qu'une société soit dure aux faibles et douce aux forts. Je veux une société ou, au contraire, l'esprit de justice soit établi comme une règle pour tous. Je n'aime pas une société dans laquelle on accable, peut-être à juste titre, les fraudeurs au ticket de métro, mais dans laquelle on fait toutes les grâces à Bernard Tapie le jour où il vient vous soutenir. Je veux une société dans laquelle on considérera que les petits fraudeurs méritent une petite sanction et que les grands fraudeurs méritent une grande sanction.

Et je n'aime pas une société dans laquelle on laisse entendre que tout est décidé à la naissance ou avant la naissance dans le patrimoine génétique des uns ou des autres, parce que cette société-là conduit inéluctablement à une idée que Nicolas Sarkozy avait déjà présentée quand il était ministre de l'Intérieur. C'était la tentative de repérer les petits-enfants prédélinquants à trois ans pour les soumettre, en vertu de je ne sais quel critère de dangerosité.

C'est une société dure que celle dans laquelle un ministre de l'Intérieur, candidat à l'élection présidentielle, vient, devant douze millions de Français, dans la plus grande émission de télévision, rappeler à une partie de ses compatriotes ou accabler une partie de ses compatriotes avec le vieux fantasme du mouton que l'on égorge dans la baignoire.

Ce n'est pas juste et ce n'est pas bien. Ceux-là, ceux qui, en effet, vivent dans les banlieues et souvent dans des conditions difficiles, ceux qui, en effet, s'intègrent, se sont intégrés dans la société où ils sont nés, ceux à qui nous avons demandé des efforts pour faire les mêmes études, pour accepter, et c'est essentiel, les règles de la laïcité républicaine, il n'est pas juste de venir, maintenant, leur renvoyer en pleine figure ce que sont des images qui ont été colportées contre eux, des images qui étaient des images de déracinement culturel, religieux. Je veux que la France soit un pays où l'on vive ensemble et pas où l'on nous fasse vivre les uns contre les autres. Mes chers amis, je veux le dire devant vous, y compris en parlant d'un sujet pour moi essentiel, y compris en parlant de sécurité. Je veux défendre devant vous l'idée qu'un pays qui recherche, comme il est normal, l'ordre et la sécurité... Je veux vous dire qu'un pays est plus en ordre, plus en sécurité, lorsqu'il y a entente entre ses concitoyens que lorsqu'il y a division, haine et détestation entre ses concitoyens.

Voyez-vous, je le dis en pensant en particulier aux policiers, aux jeunes policiers, à ceux-là à qui nous confions quelque chose de très précieux qui est le respect, dans notre pays, de la loi et de l'entente entre les citoyens.

Je sais, et s'il y en a dans cette salle, je les salue, quelle émotion est en train de provoquer, en cet instant même, dans les commissariats de police, le destin de ce jeune policier mort, l'autre jour, à la Foire du Trône, dans des circonstances mal définies, avec un très grand sentiment d'injustice que ressentent ses collègues et ses proches.

Je pense à eux qui sont placés dans des situations dangereuses et qui portent une partie de ce que nous avons de plus précieux. Je prétends que l'on a besoin, dans notre pays, de faire baisser les tensions entre Français, de faire baisser les tensions entre les policiers et les jeunes, d'apprendre, aux uns, à comprendre les autres et, aux autres, à respecter les uns, que l'on a besoin de rapprocher et non pas d'antagoniser, que l'on a besoin de faire respecter et non pas de faire entrer en confrontation.

Dans un wagon de métro, si le climat est au respect et à la compréhension mutuelle, lorsqu'il y a un incident, ceux qui sont présents dans le wagon de métro gèrent cet incident et font en sorte qu'il ne dégénère pas. Si, au contraire, vous avez un climat de conflit, un climat dans lequel tout le monde se regarde dans le coin de l'œil, dans lequel on scrute la couleur de la peau ou l'accent ou l'origine ou le faciès, tout dégénère. La société divisée est une société dangereuse.

Si l'on veut une société, et je la veux, d'ordre et de sécurité, alors, il faut que ce soit une société apaisée, une société dans laquelle on puisse se regarder, se parler, se comprendre, s'entendre, vivre et travailler ensemble et pas une société dans laquelle tout est sujet à discussion, à division, à dispute, à querelle et à affrontement.

Le premier devoir d'un président de la République est de faire vivre ensemble les Français, ses concitoyens, ceux qui sont sur le territoire et dans le peuple qui lui a confié sa mission et dont il a la charge, les faire vivre ensemble et non pas les uns contre les autres.

Nous, en face de cette société dure, nous avons un projet de société. Il porte un nom tout simple. Je veux le dire et le défendre devant vous. La raison pour laquelle nous sommes là ensemble, la raison pour laquelle nous sommes engagés dans cette campagne présidentielle, la raison pour laquelle nous voulons la gagner, c'est que nous voulons construire, en France, la société de l'humanisme qui soit fière de ses valeurs, qui sache ce qu'elle veut, qui sache où elle va, qui défende un certain nombre de choses que l'on a oublié de défendre depuis longtemps, qui les défende à l'intérieur de nos frontières et aussi à l'extérieur de nos frontières. Dans un monde dangereux, dans un monde de compétition rude, nous avons besoin d'incarner un projet de société.

Je veux la société de l'humanisme pour la France et je veux vous dire ce qu'est, pour moi, la société de l'humanisme. L'humanisme, cela commence avec l'idée que chacun et chacune, depuis

son enfance jusqu'à sa jeunesse et à son âge mur, ne se retrouvent jamais privés de chances, privés de la capacité de se refaire, de se reconstruire, de se rattraper.

La société de l'humanisme, c'est la société de la première chance, la société de la seconde chance, s'il le faut, la société de la troisième chance, la société dans laquelle tout le monde, toujours, trouve un ascenseur pour monter et, s'il n'y a pas d'ascenseur, un escalier, afin de trouver, dans sa vie, un accomplissement qui, jusqu'alors, lui aurait été refusé.

Je veux la société où l'ascenseur social se remet en route. Je veux que tout le monde ait une chance d'arriver en haut, même s'il part d'en bas. Voyez-vous, j'ai été très frappé en regardant la composition du gouvernement allemand et en la comparant à celle du gouvernement français. Le gouvernement allemand est composé d'une vingtaine de membres. Chacun de ces membres, tous sans exception, avant d'entrer dans la Fonction politique ou dans la Fonction publique, a eu une carrière professionnelle d'au moins dix ans. Chacun a eu un métier et chacun a exercé un métier avant d'entrer dans la responsabilité politique.

Trois parmi les membres de ce gouvernement allemand dont le numéro deux du gouvernement, ministre de l'Économie et des finances, a commencé dans la vie comme apprenti meunier. Il a été meunier de son exercice professionnel avant de se retrouver à la tête d'une petite entreprise, puis, de prendre des responsabilités et d'être, aujourd'hui, le ministre de l'Économie et des finances. Le numéro trois du gouvernement allemand a commencé dans la vie comme apprenti mécanicien.

J'aime une société dans laquelle on puisse commencer apprenti et se retrouver ministre et que ce soit, au fond, une règle ouverte à tout le monde.

Je trouve que la société française est une société bloquée. Je trouve que la société française a tort lorsqu'elle fait en sorte qu'en réalité toutes les places, et vous savez que j'ai abordé ainsi le problème de l'ENA, de responsabilité politique ou dans le monde économique, administratif ou dans les très grandes entreprises soient concentrées dans le petit groupe de ceux qui ont eu la chance de passer le bon concours quand ils avaient vingt ans, de sortir dans un bon rang du bon concours. Ceux-là, toute leur vie, vont avoir sur les épaules des galons et, devant eux, la perspective des carrières les plus honorifiques.

Je trouve que ce n'est pas seulement parce qu'on a passé un concours à vingt ans que l'on a les dons, les capacités, les épaules, d'assumer les fonctions de responsabilité dans une société politique, administrative ou économique.

Je pense qu'il devrait y avoir d'autres moyens d'entrée. Je pense qu'il faudrait non pas un moule unique pour toutes les fonctions de responsabilité, non pas un moule qui amène tout le monde à penser de la même façon, à parler avec les mêmes mots, à utiliser le même langage et la même langue, très souvent incompréhensible pour le reste des concitoyens, mais, au contraire, la diversité des expériences, la diversité des chances, la diversité des parcours, que tel qui a commencé dans la vie comme ouvrier, puis, qui a eu la charge d'une entreprise puisse trouver son accomplissement, que tel qui a commencé dans l'art... Je suis très frappé d'une chose très simple : le ministère de la culture, Claire et Jean-Philippe, pourquoi est-ce qu'il n'y a pas des artistes en situation de responsabilité ? Comment se fait-il que le ministère de la Culture, comme ministère de la culture, sur la masse formidable des artistes français de grande expérience, jamais, ne fasse appel à eux pour des fonctions de direction, des fonctions de responsabilité dans l'organisation de ce grand ministère ?

Je suis pour que l'on varie les parcours. Au fond, c'est très simple. Il faut que l'on organise la société de manière à ce que tout le monde puisse avoir une chance un jour, s'il est travailleur, s'il est engagé, s'il est compétent, d'occuper les fonctions qui sont les fonctions d'honneur et de responsabilité. La société a besoin de cette diversité. Je veux que l'on puisse commencer en bas et arriver en haut et ceci sera une révolution pour la France.

La société de l'humanisme, c'est la société qui donne la priorité à un secteur, que, jamais, je ne laisserai oublier, si je suis élu Président de la République, que, jamais, je ne laisserai manquer de soutien, que, jamais, je ne laisserai manquer de moyens, mais que, jamais, je ne laisserai manquer d'exigences. Je veux que la priorité des priorités soit au secteur de l'éducation et de la recherche, parce que nous savons une chose, tous. Tous les grands mouvements démocratiques

français, désormais, savent une chose, c'est que nous allons vivre la rude et intéressante exigence de la mondialisation. Nous allons vivre, tous ensemble, un temps où la compétition dépassera les frontières. Nous allons vivre, tous ensemble, un temps où nos concurrents seront partout sur la planète et, quelquefois, très éloignés de nous, comme on le sait aujourd'hui avec la concurrence de la Chine, de l'Inde.

Dans ce monde-là, il n'y a qu'une chose qui vaille, c'est d'avoir des jeunes qui soient suffisamment formés pour être capables d'inventer, de porter des projets, de faire naître des processus nouveaux, de faire des découvertes, de déposer des brevets, de porter la France au premier rang de la société de création dont le monde a désormais besoin et c'est la raison pour laquelle je veux fixer à notre Education nationale un objectif simple, ambitieux, je le reconnais, mais nécessaire. Je veux que nous nous fixions tous ensemble comme objectif que les jeunes Français doivent être, dans les dix ans qui viennent, les jeunes les mieux formés de la planète, que, dans aucun autre pays, que, dans aucune région du monde, on ne puisse trouver de jeunes mieux formés que les jeunes français et cela est pour moi une exigence et une nécessité.

Je ne laisserai jamais transformer l'Education nationale en bouc émissaire de tous les problèmes de la société française. Je ne laisserai jamais les femmes et les hommes qui sont en première ligne de ce qu'il y a de plus difficile... Souvenez-vous de ce que je dis là. Aucune vocation ne vous place en première ligne de toutes les crises de la société mis à part la vocation d'enseignant, celle qui fait que vous êtes devant une classe, dans des quartiers souvent en grandes difficultés sociales, en grandes difficultés culturelles, abandonné de la puissance publique, en réalité, généralement doté de bonnes paroles, mais devant, en fait, la somme de toutes les peurs et de tous les manques que nous avons laissés se créer avec le temps.

Ce sont des quartiers que nous avons abandonnés à un urbanisme honteux, à des choix urbanistiques déshonorant. Nous avons concentré toutes les faiblesses et toutes les difficultés dans de véritables ghettos desquels, désormais, nous ne savons pas comment sortir.

Voyez-vous, si j'avais à faire le palmarès des problèmes les plus difficiles que nous avons à régler, et Dieu sait s'ils sont nombreux, je mettrais la question des banlieues telles que nous les avons laissées se déliter au premier rang des difficultés que nous avons à régler.

Ce n'est pas possible. On va devoir passer des années pour répondre au problème des banlieues que nous avons laissé se créer simplement parce que, au lieu de faire un urbanisme de mixité sociale où l'on se serait arrangé pour que des situations différentes, des familles différentes, des identités différentes puissent vivre ensemble, nous avons concentré toute la misère au même endroit, les misères sociales, les misères culturelles, les misères d'emploi, les misères d'éducation et tout cela vit ensemble dans des quartiers où la vérité oblige à dire que, après cinq années de ce gouvernement, malgré les promesses qui avaient été faites en 2002, aujourd'hui, on ne peut même plus entrer en particulier pour un certain nombre de forces de sécurité.

On avait promis qu'il n'y aurait plus de zones de non-droit. Aujourd'hui, ce sont des ghettos de non-droit que nous avons en France, des ghettos de non-droit et souvent des ghettos de non-vie.

Notre mission à nous, c'est de proposer un plan de long terme pour que ces quartiers-là retrouvent le visage qu'ils n'auraient jamais dû perdre et je veux dire que, dans ces quartiers, moi qui les ai beaucoup visités, j'ai trouvé beaucoup de vitalité, beaucoup d'optimisme, beaucoup de volonté, beaucoup de capacité personnelle, beaucoup d'attachement à la République, probablement plus d'attachement à la République dans les quartiers en difficulté que je n'en ai rencontré dans beaucoup de quartiers favorisés.

Ils ont envie de s'en sortir et ils ne demandent qu'une seule chose, Monsieur le Ministre de l'Egalité des chances, c'est d'être considérés comme des citoyens français à part entière ni plus ni moins ni différents ni autres, simplement comme tout le monde.

C'est la raison pour laquelle je ne suis pas pour la discrimination positive, parce que cette discrimination positive est une discrimination et qu'elle vous suit toute votre vie. Je suis contre les discriminations. Je discutais, l'autre jour, avec une grande journaliste américaine très rôdée au problème du monde international et de la société de son pays. Elle me disait : "Nous avons été obligés, nous, aux Etats-Unis, d'abandonner la discrimination positive, parce que, disait-elle,

chaque fois qu'une femme ou un homme noir obtenait un diplôme, toute sa vie, on lui faisait sentir qu'il avait obtenu ce diplôme, parce qu'il était une femme ou un homme de couleur et jamais personne ne lui faisait le crédit de penser qu'il avait obtenu son diplôme, parce qu'il était brillant, parce qu'il était compétent, parce qu'il le méritait." C'est ainsi que, avec de bons sentiments, on fait de mauvaises réalités.

Voilà pourquoi je suis, non pas pour la discrimination à l'école, mais pour l'égalité des chances, l'égalité des chances réelles sur l'ensemble du territoire de la République. Alors, je vais vous dire ce que, selon moi, signifie l'égalité des chances réelles. Premièrement, l'égalité des chances réelles, cela veut dire : apprendre à lire et à écrire à tous les enfants avant d'entrer en sixième. Cela, c'est l'égalité des chances réelles.

Deuxièmement, l'égalité des chances réelles, cela veut dire le calme, la discipline et le respect dans tous les établissements scolaires, quel que soit le territoire où ces établissements sont installés.

Troisièmement, l'égalité des chances réelles, cela veut dire quelque chose que l'on a oublié depuis longtemps. Cela veut dire qu'il y ait des parcours d'excellence dans tous les établissements que l'on trouve dans toutes les banlieues ou dans toutes les vallées pyrénéennes, la même chance de réussir des parcours exceptionnels, y compris avec les options qui vont avec, que l'on rencontre au lycée du Parc, au lycée Henri IV ou au lycée Louis-le-Grand.

Cela, excusez-moi de le dire, n'est pas un rêve. Cela est un droit et ce droit a été défendu pendant des décennies au sein de l'école de la République. J'ai moi-même appris, pauvrement, le latin et le grec, dans un petit lycée qui comptait moins de quatre cents élèves, quelque part là-bas aux sources de la vallée dans les Pyrénées où je suis né et où j'ai vécu et tous mes amis, fils d'ouvrier, fils d'artisan, ont eu la chance de rencontrer, là, des professeurs exceptionnels et des options qui les qualifiaient pour les parcours universitaires du premier degré.

L'égalité des chances partout où l'on se trouve sur le territoire de la République, ce n'est pas, pour moi, un idéal. Cela doit être une réalité et il y a une chose très simple à faire, c'est que, désormais, les places qualificatives pour, par exemple, les classes préparatoires aux grandes écoles soient réparties équitablement et proportionnellement sur tous les établissements du territoire français où que se trouve cet établissement.

La lecture et l'écrit pour tous, le calme et la discipline pour tous, l'excellence pour tous et que l'on répartisse équitablement les chances d'accéder à ce qu'il y a de plus éminent dans les formations universitaires, voilà, pour moi, ce que signifie l'égalité des chances à l'école dans la République.

Je veux dire aussi que nous avons besoin de regarder vers notre université pour dire que la misère matérielle de l'université française n'est plus acceptable. On ne peut pas accepter que la France soit, dans ses universités, au 27<sup>ème</sup> rang européen d'investissement par étudiant, de la même manière que l'on ne devrait pas pouvoir accepter l'idée qu'il y a un certain nombre de situations éminentes dans la société auxquelles l'université ne pourrait pas préparer et c'est un grand enjeu.

Vous voyez qu'ainsi je reviens à cette idée : comment mettre plus d'égalité dans, par exemple, l'organisation de la haute Fonction publique d'Etat en France. Je pense que l'on devrait pouvoir entrer dans cette haute Fonction publique d'Etat à partir d'une préparation universitaire et notamment à partir d'une préparation universitaire de recherche, à partir d'un doctorat, ce qui réhabiliterait la recherche dans la société française et nous en avons bien besoin.

Cela signifie aussi que, ayant traité la question des moyens de l'université, nous allons devoir faire autre chose : c'est convaincre, pas convaincre, décider que l'université française ne va plus être seulement un lieu où l'on dispense de l'enseignement, un lieu où l'on fait de la recherche, mais également un lieu qui doit désormais s'occuper d'insertion professionnelle et de formation professionnelle, parce qu'il n'est pas normal que l'on ait tant et tant de jeunes français qui se retrouvent diplômés à bac+5 ou à bac+6 ou à bac+7, quelquefois davantage encore et qui ne trouvent aucun métier avec le diplôme rutilant qui leur a été remis.

Cela n'est pas acceptable, car -je suis certain que beaucoup d'entre vous le penseront avec moi- ce phénomène des jeunes diplômés en échec professionnel démoralise profondément la société française.

Voyez-vous, nous avons vécu, les uns et les autres, en tout cas ceux qui sont d'une génération moins juvénile que ceux qui sont assis au premier rang, avec l'idée qu'il y avait une règle d'or pour le pacte républicain français. La règle d'or était celle-ci : si les enfants travaillent bien à l'école, ils auront une situation meilleure que celle des parents. On a tous vécu avec cela. On y a tous cru, les boursiers de la République et les parents de boursiers de la République, et cela a été vrai et vérifié pendant longtemps.

Ensuite, le choix a été fait, et je crois que le choix a été juste, de faire que l'université s'ouvre au plus grand nombre. On a oublié de dire aux familles que, dès l'instant qu'elle s'ouvrait au plus grand nombre, elle ne pouvait plus garantir la situation professionnelle en même temps qu'elle fournissait le diplôme. On a oublié de le dire aux Français et il faut que nous regardions cette situation en face.

Il faut désormais que, nous tous, toute la nation, nous ayons à l'esprit que, lorsque les garçons et les filles qui sont là entrent à l'université, ils vont y aller pour chercher un diplôme, mais que, quel que soit le niveau de sortie qui sera le leur, il faudra qu'ils trouvent, en même temps, une formation professionnelle et une insertion professionnelle après le diplôme ou après la sortie de l'université pour retrouver, enfin, confiance en eux.

Ne vous trompez pas -toujours la société de l'humanisme, toujours la société des valeurs humanistes- cela ne va pas pouvoir se construire simplement par l'Etat et le ministère de l'Education nationale. J'ai critiqué tout à l'heure le projet socialiste en disant qu'il voulait faire appel à l'Etat pour tout. Eh bien, il ne faut pas que nous tombions dans le même travers.

Cette immense oeuvre d'insertion professionnelle et de formation professionnelle, il va falloir la bâtir en acceptant le dialogue avec le monde économique et avec les entreprises. C'est le monde économique, le monde de la réalité économique qui va devoir être pris comme interlocuteur par le monde universitaire pour bâtir le chemin vers l'insertion professionnelle, ce qui veut dire aussi que nous avons le devoir de défendre l'image du monde économique qui est singulièrement abîmée ces temps-ci dans la société française.

La manière dont un petit nombre de dirigeants ont accumulé les privilèges pour eux et laissé à la charge de leurs salariés les déboires de l'entreprise, la manière dont on a voulu distribuer les parachutes dorés, les prébendes de toute nature, la manière dont des millions d'euros ont été dispensés, quelquefois même en forme de prime de licenciement pour échec dans la responsabilité que l'on avait suivie, cette manière-là porte atteinte à l'ensemble de l'image de l'entreprise en France.

C'est la raison pour laquelle, élu Président de la République, je ferai voter une loi de moralisation de la vie économique qui sera, en réalité, le meilleur moyen de défense de l'image de l'entreprise auprès des citoyens, auprès des salariés, y compris auprès des petits actionnaires à qui on dissimule la réalité de la vie de l'entreprise et d'un certain nombre de privilèges.

Ceux qui ont le plus intérêt à voir voter cette loi de moralisation de la vie économique, à voir changer ce genre de pratiques qui sont des pratiques d'un autre temps, ceux qui ont le plus intérêt à cela, ce sont les chefs d'entreprises petites et moyennes qui ramassent en pleine figure l'image de réalité dont ils ne sont pas responsables.

Je veux défendre la réalité de l'entreprise. Je considère que, dans la société de création que nous voulons construire, dans cette société de création, on doit mettre sur le même plan le chercheur qui est créateur de sciences, l'artiste qui est créateur d'oeuvres culturelles et l'entrepreneur qui est créateur d'activités économiques, de vie économique du pays et d'emplois. Je veux mettre les trois sur le même plan.

La société française ne se relèvera que, dès l'instant, que l'on considérera qu'il est aussi honorable et aussi grand de faire oeuvre scientifique, de faire oeuvre culturelle et de faire oeuvre d'entrepreneur. Les trois oeuvres sont au même niveau. Elles correspondent toutes les

trois à la même idée qui est : nous prenons le monde comme il est et nous allons le changer pour le mieux-être de nos contemporains.

Ainsi, si dans la société on se met à soutenir et à honorer les enseignants, à soutenir et à honorer les créateurs, alors, vous voyez que, tout d'un coup, la France, au lieu d'être un pays qui se restreint, qui se referme sur lui-même, qui a peur, tout d'un coup, ce pays se met debout et il devient conquérant.

C'est de cet esprit de conquête, au service des valeurs humanistes dont nous avons besoin pour que la société française rayonne à l'intérieur de nos frontières et dans le monde, l'éducation, la recherche, la culture, l'entreprise, tous ceux qui créent et tous ceux qui changent le monde. Si vous faites la somme de cette immense oeuvre que nous avons à entreprendre, alors, vous mesurez que les réponses politiques qui ont été apportées, depuis des années et des années, depuis des décennies, en vérité, sont trop courtes pour une oeuvre de cette ampleur.

La raison pour laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui, c'est, non seulement parce que nous avons un projet de société, mais aussi parce que nous avons un plan politique pour le mettre en oeuvre et parce que ce plan politique ne ressemble à aucun autre. Nous sommes les seuls candidats du changement. Je suis le candidat du changement dans cette élection présidentielle.

Il suffit, mes chers amis, de mesurer que les autres candidats sont pour une seule chose, pour que rien ne change, pour que ce soit les mêmes partis qui gardent le pouvoir, les mêmes qui concentrent tous les pouvoirs entre leurs mains, les mêmes qui gardent tous les leviers de commande de la société française et que, dans les décennies à venir, on continue, comme d'habitude, la guerre de tranchée, l'un au pouvoir, l'autre dans l'opposition, l'un qui est toujours pour, l'autre qui est toujours contre et, quand il y a alternance, ceux qui arrivent démolissent ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs.

Cela, c'est le système qu'ils veulent conserver et c'est le système que nous voulons changer. Depuis que nous sommes entrés dans cette élection présidentielle, en effet, nous défendons une idée que nous sommes seuls à défendre. C'est que cette vieille pratique politique qui fait que, comme toujours, tous les privilèges du pouvoir sont concentrés entre les mêmes mains, rendant inéluctables les abus de pouvoir, le fait que ceux qui ont le pouvoir nomment constamment les leurs, leurs amis, leurs proches, leurs affidés, ceux qui leur ont fait allégeance, à tous les postes de responsabilité disponibles dans la société française, cette pratique-là qu'ils veulent conserver, nous voulons la changer.

Nous avons décidé, une fois pour toutes, que nous allons réconcilier la France et la République avec la démocratie, le respect des principes démocratiques les plus élémentaires. On va faire quelque chose qui n'a jamais été fait et qui est pourtant tout simple : on va respecter, au sommet de l'Etat, ce que l'on enseigne à tous les élèves dans les cours d'éducation civique. On va faire, au sommet de l'Etat, ce que l'on apprend à chaque enfant qu'il faut faire pour qu'un pays soit une démocratie et une République.

Cela veut dire, premièrement, que l'on va respecter le Parlement et la représentation des citoyens. On va rendre au Parlement, à l'Assemblée Nationale et au Sénat les droits et la dignité qui sont ceux de tous les parlements dans toutes les démocraties de tous les pays qui méritent ce nom sur la planète. Par exemple, on va donner au Parlement le droit de voter la loi au lieu d'obéir au gouvernement. Il sera, ce Parlement, libre de son ordre du jour et il pourra décider des textes qu'il va examiner comme tous les parlements ailleurs dans tous les pays de la planète. Cela l'obligera naturellement à s'entendre avec le gouvernement. C'est ce que l'on fait dans tous les autres pays développés dignes de ce nom, dans lesquels les principes élémentaires sont respectés.

Deuxièmement, on va donner au Parlement le droit de contrôler le gouvernement et notamment de demander à la Cour des Comptes de lui apporter son appui, chaque fois qu'il s'agira de juger de l'usage de l'argent public.

Troisièmement, on va faire en sorte que le Parlement de la République française respecte un certain nombre de règles élémentaires qui réconcilieront les citoyens avec la vie de ce Parlement. Par exemple, on ne pourra plus voter, lorsque l'on aura changé les institutions si je suis élu, à l'Assemblée Nationale ou au Sénat si l'on est absent. Pour voter, il faudra être

présent, ce qui veut dire aussi que, à l'Assemblée Nationale, il faudra mettre un terme au cumul des mandats qui rend aujourd'hui incapable un certain nombre d'élus d'utiliser ou de donner à leur mandat toute l'énergie nécessaire.

Au premier rang, il y a eu des applaudissements formidables de la part des sénateurs qui considéraient que c'était très bien que l'on impose cette obligation aux députés et à eux seuls ! Je suis prêt à admettre que le Sénat puisse être, dans cet équilibre des institutions, une chambre qui représente davantage les collectivités locales, mais je suis ouvert à la discussion. Si les sénateurs veulent aller plus loin, je leur donne mon accord à l'avance.

Quatrièmement, on va donner à la représentation des citoyens le droit élémentaire d'être une représentation juste et on va faire en sorte que tous les courants d'opinion, sans exception, qui atteignent 5 % des voix dans notre pays puissent se voir attribuer une représentation parlementaire digne de ce nom.

Je considère qu'il n'est pas normal, par exemple, que les Verts, dans notre pays, ne doivent leur groupe parlementaire qu'à l'allégeance qu'ils vont faire auprès du parti socialiste qui consent à leur abandonner un certain nombre de circonscriptions par grâce. Ce n'est pas par grâce que l'on doit siéger à l'Assemblée Nationale, mais par droit, puisque tout le monde représente les citoyens. Je considère que, la démocratie, ce n'est pas la dictature des majorités. La démocratie, c'est la garantie des minorités et la protection de ces minorités.

Je dis cela à l'avance et je vous prie d'enregistrer cette phrase, vous pourrez me la projeter quand nous serons devenus la majorité, je la maintiendrai : je veux que, dans la France, la République française, les arbitres soient de vrais arbitres, c'est-à-dire pas les obligés de ceux qui les ont nommés du côté du pouvoir et du pouvoir exécutif.

C'est pourquoi je demanderai que toutes les grandes fonctions arbitrales, le Conseil supérieur de l'audiovisuel aussi bien que le Conseil constitutionnel, soient élues et confirmées par l'Assemblée Nationale et le Sénat à une majorité suffisamment importante pour qu'elles doivent recueillir la confiance de tous les grands courants démocratiques du pays. Ainsi, elles seront libres, y compris à l'égard de ceux qui les auront proposées, car je trouve qu'il n'est pas normal que nous soyons dans une situation, dans notre pays, où la presque totalité des sièges de ces grands conseils qui gèrent l'équité dans l'audiovisuel et le respect des institutions soit accordée au même parti sans aucune exception, simplement parce qu'il a nommé ses amis, ses copains et ses proches.

Ce n'est pas la République et, quand j'ai parlé à l'instant d'une loi électorale juste, je n'ignore pas que cette loi électorale juste assurera, à l'Assemblée Nationale, la représentation de courants d'opinion que je n'aime pas, que j'ai combattus toute ma vie, contre lesquels j'ai et nous avons, en effet, mené -et nous sommes à Lyon et Anne-Marie Comparini est au premier rang- des batailles, spécialement dans cette région.

Je le dis clairement, je considère qu'ils ont le droit de siéger à l'Assemblée Nationale et que nous aurons le devoir de les combattre à visage découvert, que nous puissions les affronter, organiser la confrontation avec leurs idées ou avec leurs phantasmes ou, en tout cas, avec ce que nous n'aimons pas dans la manière de faire de ces extrémistes.

Cela m'amène à dire, ayant vu un certain nombre de déclarations sur le fait qu'il fallait aller chercher les électeurs de l'extrême-droite, que je trouve normal et que je trouverai juste d'aller chercher des électeurs de l'extrême-droite à condition que l'on ne donne pas raison aux idées ou aux phantasmes que, par ailleurs, ils prétendent défendre, parce qu'aller chercher des électeurs pour légitimer leurs erreurs dangereuses c'est se tromper deux fois. Moi, je suis pour que l'on aille convaincre les électeurs et que l'on combatte les idées et non pas pour que l'on aille chercher les électeurs en confirmant les idées. Cela n'est pas autre chose que le combat républicain que nous avons à mener.

Je viens d'employer l'expression de combat républicain. Nous avons, comme vous le voyez, en matière institutionnelle, en matière de démocratie, en matière d'économie, en matière d'éducation, en matière de moralisation de la vie publique et de la vie économique, une immense tâche devant nous. Cette immense tâche, qui crée une situation exceptionnelle, nous devons lui apporter une réponse exceptionnelle.

Je considère que notre présence, notre candidature et le combat que nous menons dans cette élection présidentielle conduisent à un projet de société nouveau qui devra être porté par une majorité nouvelle.

Cette majorité nouvelle, pour moi, permet enfin à notre pays de dépasser le vieux clivage entre la droite et la gauche.

Elle doit permettre à des femmes et des hommes compétents, venus de bords différents, enfin de travailler ensemble pour redresser et reconstruire notre pays.

Je choisis, pour reconstruire la France, le rassemblement des Français et, jusqu'à maintenant, jusqu'à ces derniers jours, je sais bien que cette idée intéressait un très grand nombre de Français, mais que, au fond, ils demeuraient avec des interrogations et disaient : "C'est une idée utile, c'est une idée juste, mais est-ce qu'elle est possible ?"

Ils disaient : "Lorsque François Bayrou nous propose ce dépassement pour le rassemblement, est-ce qu'il trouvera des partenaires ? Est-ce qu'il trouvera, en face de lui, venant de gauche et venant de droite, des femmes et des hommes suffisamment solides, suffisamment costauds, pour se mettre ensemble pour redresser le pays ?"

Ces derniers jours et ces dernières heures ont offert à tous ces Français, qui se posaient des questions, des réponses qui, désormais, ne peuvent plus être ignorées. Des hommes et des femmes, des hommes politiques de rayonnement aussi important que Michel Rocard, Bernard Kouchner, Claude Allègre, venant de la gauche, ont dit, devant tous les Français, en dépit des reproches qui leur ont été faits : "Cette démarche nous intéresse, nous considérons que nous avons plus en commun avec eux et que, désormais, nous allons pouvoir travailler ensemble."

De la même manière, venus des milieux écologistes, des responsables aussi importants et respectés que Corine Lepage ou Antoine Waechter, ont dit : "Cette démarche nous intéresse, nous avons l'intention de travailler ensemble."

Venus de la droite, Azouz Begag qui était membre du gouvernement et François Goulard, ministre de la Recherche, ont dit : "Nous avons l'intention de travailler ensemble, nous venons de droite et nous considérons cependant que nous avons le devoir de redresser notre pays dans une démarche qui soit une démarche politique nouvelle."

C'est un grand espoir pour la France.

Alors, naturellement, dès qu'ils ont dit cela, vous avez assisté à une opération de verrouillages tous azimuts. Venus de la candidate du Parti Socialiste, du premier secrétaire du parti socialiste, François Hollande, de Laurent Fabius, un certain nombre de responsables ont dit : "Il n'est pas question d'imaginer que nous puissions nous retrouver ailleurs que dans notre forteresse bien fermée sur elle-même de la gauche." Ils ont dit : "Jamais."

Je veux seulement leur rappeler une chose, ce n'est pas à eux de dire "jamais", c'est au peuple français de dire s'il en a envie ou s'il n'en a pas envie.

C'est aux citoyens français de se prononcer sur cet avenir et j'ai la conviction profonde que, de partout, venus de tous les milieux sociaux, spécialement des milieux sociaux les plus modestes, des millions de Français ont envie que cela change et qu'ils vont l'imposer, que les appareils le veuillent ou qu'ils ne le veuillent pas.

C'est ainsi que, dans cette élection, nous sommes, en réalité, le seul vote utile. Nous sommes, dans cette élection, le seul vote utile, parce que je suis le seul candidat qui offre aux Français la réponse à deux questions que beaucoup d'entre eux se posent.

Première question : qui peut devancer Nicolas Sarkozy au deuxième tour ?

La réponse est : Qui peut, parmi les candidats à cette élection, devancer Nicolas Sarkozy au deuxième tour ? Toutes les enquêtes sans exception publiées ou non publiées répondent la même chose : je suis le seul qui puisse devancer Nicolas Sarkozy au deuxième tour, à l'heure actuelle.

Et, deuxième question que les Français se posent : Qui peut faire bouger les lignes et garantir que, après le 6 mai, la politique de la France ne ressemblera pas à celle que l'on a connue avant 2007 ?

Le seul candidat qui propose de faire bouger les lignes et de rassembler ceux qui étaient divisés, c'est....

*(Dans la salle : François Bayrou... Président....)*

*(Applaudissements...)*

Si vous me coupez le sifflet comme cela chaque fois ! Je vais avoir des problèmes, mais je veux vous dire ceci : évidemment, le seul vote utile, c'est celui qui permet, en même temps, la victoire au deuxième tour et la recomposition de la vie politique française.

C'est cela que nous garantissons aux Français.

C'est cela que je propose aux Français et c'est cela que la décision qu'ils vont prendre, le 6 mai, imposera, quelles que soient par ailleurs les réticences des appareils politiques qui veulent conserver tout le pouvoir comme ils l'ont depuis vingt-cinq ans. Cela, seuls les Français peuvent en décider et j'ai la conviction qu'ils vont le faire.

Ainsi, nous aurons un projet de société qui sera un projet de société courageux, réformiste et généreux. Nous aurons une majorité nouvelle, imposée, y compris aux appareils politiques, par les citoyens en deux temps : le 6 mai, élection présidentielle, le 10 juin, élections législatives pour faire monter des visages nouveaux et une majorité nouvelle.

Nous aurons un pays qui aura ainsi assumé sa mutation, assumé sa réforme et ce pays devra, ensuite, affronter les grands défis, y compris les grands défis extérieurs et je veux finir en vous disant un mot de cette idée.

C'est si la France est réconciliée avec elle-même qu'elle va pouvoir reprendre le leadership qui était le sien parmi les nations.

C'est en particulier parce que la France sera réconciliée avec elle-même, parce qu'elle se sera donnée l'assise nécessaire à une politique qui sera une politique de volonté et de réforme, parce qu'elle aura créé une majorité large qui pourra ainsi être courageuse, que nous pourrons accomplir la première oeuvre qui doit être marquée ou inscrite sur l'agenda du nouveau Président de la République et du nouveau gouvernement.

Cette oeuvre, je l'énonce ainsi : Je veux réconcilier les Français avec l'Europe et l'Europe avec la France, car il se trouve que, pour moi, aucun des défis que notre temps nous impose ne pourra être relevé par notre pays s'il demeure tout seul. Nous ne pourrons relever ces défis que si l'Europe est redevenue une espérance pour chacun d'entre nous, c'est-à-dire non pas seulement une espérance pour les élites ou une espérance pour les initiés, mais une espérance pour le peuple.

C'est du peuple français que doit désormais venir la foi et la confiance européenne. Et, pour cela, il faut répondre aux interrogations qui, parce qu'elles n'ont pas pu trouver de réponse, ont conduit au non au référendum du 29 mai 2005.

Il faut répondre à ces interrogations et la première d'entre elles est celle de la nature de l'Europe. Voyez-vous, je crois que le divorce progressif entre les Français et l'Europe a été un grand malheur, mais je pense que ce divorce n'est pas sans cause.

Je pense que, au fil du temps, nous avons laissé s'introduire, dans l'esprit des Français, l'idée ou la crainte que l'Europe, au fond, ne s'occupait que de commerce et de finances.

Nous avons laissé, au travers du temps, parce que nous avons assigné à l'Europe la mission d'instaurer une concurrence la plus large possible et la plus loyale, faire croire aux Français que Bruxelles, comme l'ont dit, ne s'occupait que de normes industrielles, de normes sur les voitures, de normes sur les tondeuses à gazon, de normes sur les fromages au lait cru, de normes sur les produits agroalimentaires, de normes sur les marchés en plein air, de normes sur la cuisine pour la fabrication de conserves dans les arrière-cours des fermes béarnaises.

Nous avons laissé se créer cette crainte et cela a été, à mes yeux, une grande erreur. Je pense que l'Europe s'est beaucoup occupé de concurrence, d'échanges marchands, y compris de normes financières et qu'il est temps que l'Europe s'occupe désormais de l'essentiel, c'est-à-dire des grands problèmes politiques de notre temps.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe de défense, parce que nous avons besoin d'assumer la sécurité de notre continent et aucun de nos pays tout seul ne peut en porter la charge sur les épaules.

Je pense qu'il faut que les pays européens s'accordent sur une action diplomatique concertée et c'est notamment le cas dans le drame du Proche-Orient et dans ce qui est en train de se passer en Iran.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe du Darfour et qu'on ne laisse pas se produire le génocide qui est en train de se dérouler dans ce pays. Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe du climat, du réchauffement de la planète et de la lutte pour la biodiversité.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe d'énergie, nous avons un certain nombre de menaces sur la situation énergétique de nos pays : électricité, gaz, pétrole. Nous avons à concerter une sécurité énergétique pour les pays de l'Union européenne et du continent européen. Il est temps de s'en occuper.

Je pense qu'il faut que l'Europe s'occupe de recherche, car il est temps que nous bâtissons, ensemble, un plan d'action générale pour que la politique de recherche européenne soit enfin au niveau de la politique de recherche américaine.

Tout cela, nous ne pourrons pas le faire tout seul. Tout cela, nous ne pourrons le faire qu'ensemble et ceci exige que nous sortions de la crise de confiance qui a été ouverte à propos du projet de Constitution européenne.

Ayant analysé les causes du non, et pour moi la première est toute simple, c'était que l'on a soumis au référendum des Français un texte qui était illisible parce qu'il était trop compliqué, trop juridique, un texte pour les initiés et pas un texte pour les citoyens, ce qui a fait que beaucoup de Français se sont dit qu'il y avait un piège derrière cela, que ce piège, c'était qu'on voulait leur imposer un projet de société qui n'était pas le leur et ils ont dit non. Je pense qu'il faut, désormais, lever ces interrogations et donc je défendrai l'idée, avec mes collègues européens, qu'il faut un texte court, simple, lisible, compréhensible par tout le monde, qui ne traite que d'un seul sujet : la manière dont fonctionnent les institutions européennes et les droits des citoyens, le droit d'être informé et le droit de peser sur l'avenir de ses décisions.

Et comme le but que je me propose, c'est de réconcilier le peuple des citoyens français avec l'Europe et non pas de creuser encore un peu plus le fossé entre ces citoyens et l'Union européenne, ce texte, quand il sera écrit, je le soumettrai au référendum des citoyens français.

Je ne veux pas, comme le propose le candidat de l'UMP, qu'après avoir demandé son avis au peuple des citoyens, on le court-circuite en faisant voter à la va-vite, en quelques semaines, un texte au parlement qui ne saisira pas les Français du sujet le plus important de leur avenir et je suis persuadé que, si le Président de la République s'engage, si les forces démocratiques sont à la hauteur de ce qu'elles attendent, les citoyens français, eux aussi, seront à la hauteur de cette histoire. Je suis persuadé que, si on les saisit du fond de l'essentiel, du plus profond de notre avenir, les Français diront : Oui, parce qu'ils savent, sur le fond, qu'il n'y a pas d'autre avenir pour leurs enfants que cette union des peuples européens pour défendre nos valeurs, nos sociétés et nos civilisations.

C'est en tout cas l'acte de confiance que je fais à l'égard des citoyens français. Il y a un certain nombre de responsables politiques, je le sais bien, qui disent : Ne saisissez pas les Français, décidez sans eux, après tout, ils n'y connaissent rien.

Moi, je pense qu'ils y connaissent, que c'est leur droit et que c'est le devoir des gouvernants de les respecter. J'ai l'intention de le faire.

C'est le seul moyen de cicatriser la blessure qui s'est ouverte entre l'idéal Européen et le peuple des citoyens.

Quand nous aurons fait tout cela, et c'est mon dernier mot, à ce moment-là l'Europe, avec la France à sa tête et pour l'y inciter, se trouvera en situation, enfin, de s'attaquer au plus grand problème de notre temps qui est le déséquilibre honteux que nous avons laissé se creuser entre

les pays les plus pauvres de la planète, particulièrement en Afrique, et les pays les plus riches que nous sommes.

Voyez-vous, on parle beaucoup d'immigration dans cette élection, on parle beaucoup de répression de l'immigration, on fait de l'immigration un de ces sujets de tension au sein de la société française.

Je veux vous dire ceci : Bien sûr, il faut une régulation, bien sûr il faut faire ce qui doit être fait pour que l'on n'ait pas, ainsi, des déséquilibres de population qui se créent, mais je veux vous dire ma conviction profonde : Vous aurez beau mettre tous les douaniers, tous les policiers, tout les charters, toutes les murailles, tous les grillages que vous vous voudrez, tant que vous n'aurez pas rééquilibré l'extrême misère et l'extrême richesse, les pauvres viendront chez les riches.

Cela dure comme cela depuis le début des temps.

Quand vous n'avez aucun espoir de trouver une vie digne, quand vous n'avez aucun espoir de survie pour vous-mêmes et vos enfants, vous partez, vous allez vers les eldorados dont on vous laisse rêver.

Ceci dure depuis que l'humanité est humanité. Il n'y a qu'une chose qui puisse rééquilibrer l'immigration et l'émigration, c'est le développement des plus pauvres. Je veux que l'on garantisse aux paysans africains qu'ils vont pouvoir nourrir l'Afrique et aux ouvriers, aux techniciens, aux ingénieurs africains qu'ils vont pouvoir équiper leur continent.

Nous avons revendiqué, pendant des années, qu'on avait le droit de vivre et de travailler au pays. C'est cette vie et ce travail qu'il faut garantir notamment aux plus jeunes de ces peuples misérables.

C'est une blessure que nous avons laissé se creuser. Cette blessure doit se combler. Je considère qu'il faut reprendre la réflexion que nous avons conduite pour nous, les pays européens, au lendemain de la guerre, un Plan Marshall pour avoir des moyens et la préférence communautaire pour que chacun puisse être garanti qu'il va pouvoir travailler lui-même au destin de son continent.

C'est ainsi, mes chers amis, que se dessinent les multiples enjeux de l'élection présidentielle française, élection d'un nouveau cycle, choix par le pays d'une nouvelle génération politique, d'une nouvelle pratique politique, d'un nouveau projet et d'une nouvelle majorité.

Les conséquences de ce choix seront immenses, naturellement, à l'intérieur de nos frontières, mais comme nous venons de le voir, elles auront un écho à l'extérieur de ces frontières, elles auront un écho sur l'avenir même de l'Union européenne et sur une partie de l'équilibre que nous avons à créer pour être un peu plus digne du nom d'hommes civilisés que nous revendiquons et dont, quelquefois, nous sommes assez éloignés.

Voilà pourquoi je suis fier et ému que nous ayons, et que nous soyons en passe, ce combat, non pas seulement de le mener, mais de le gagner. On voit maintenant que tout est prêt pour que la décision du peuple français franchisse l'étape ultime qui va faire que le deuxième tour de l'élection présidentielle opposera le candidat ou la candidate de la continuité au candidat du changement, faire en sorte que le peuple français décide lui-même de son destin, décide lui-même d'une démarche politique exceptionnelle devant une situation politique exceptionnelle.

Je suis infiniment touché que vous soyez venus des milliers et des milliers ce soir à Lyon comme demain à Lille, comme mercredi à Paris, comme jeudi à Pau, comme vendredi à Rouen pour préparer avec les Français cet immense changement. Je vous remercie.

Vive la République et vive la France."